

A close-up, low-angle shot of a showerhead against a light blue background. The showerhead is metallic and has a red handle. Numerous water droplets are captured in mid-air, creating a bokeh effect. The lighting is bright, highlighting the textures of the metal and the clarity of the water.

Règles et normes

Programme d'aide financière pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes et certifiées

ÉDITION

La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux

Le présent document s'adresse spécifiquement aux intervenants du réseau québécois de la santé et des services sociaux et n'est accessible qu'en version électronique à l'adresse :

msss.gouv.qc.ca section **Publications**.

Le genre masculin utilisé dans ce document désigne aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015
Bibliothèque et Archives Canada, 2015

ISBN : 978-2-550-74621-8 (version PDF)

Tous droits réservés pour tous pays. La reproduction, par quelque procédé que ce soit, la traduction ou la diffusion de ce document, même partielles, sont interdites sans l'autorisation préalable des Publications du Québec. Cependant, la reproduction de ce document ou son utilisation à des fins personnelles, d'étude privée ou de recherche scientifique, mais non commerciales, sont permises à condition d'en mentionner la source.

Règles et normes du Programme d'aide financière pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes et certifiées

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| Programme d'aide financière pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes et certifiées | 4 |
| Critères du programme | 4 |
| Mise en contexte | 4 |
| Implications financières pour les propriétaires de résidences privées pour aînés | 4 |
| Qui est visée par le programme? | 4 |
| Cadre légal et réglementaire | 5 |
| Objectifs du programme | 5 |
| Volet du programme | 5 |
| Admissibilité | 5 |
| Résidences admissibles | 5 |
| Dépenses admissibles | 6 |
| Coûts directs | 6 |
| Frais incidents | 6 |
| Autres coûts | 6 |
| Coûts non admissibles | 6 |
| Montant maximum admissible à la subvention | 7 |
| Critères à respecter par le bénéficiaire pour continuer d'être admissible | 8 |
| Critères de sélection | 8 |
| Critères de sélection pour prioriser les demandes | 8 |
| Mécanismes de sélection des demandes | 9 |
| Aide financière et versements | 9 |
| Critères servant à l'établissement des montants | 9 |
| Règles de cumul | 9 |
| Modalités de versement et pièces justificatives exigées | 9 |
| Reddition de comptes | 10 |
| Modalités de contrôle | 10 |
| Modalités de reddition de compte | 10 |
| Droits et obligations | 11 |
| Droits, rôles et responsabilités communs à tous les bénéficiaires et du MSSS | 11 |
| Appel d'offres public pour l'adjudication du contrat | 11 |
| Reconduction ou cessation | 11 |
| Dates d'entrée en vigueur et de fin du programme | 11 |

Liste des définitions et abréviations

Autorité compétente : La RBQ ou le MSSS selon le contexte

Bénéficiaire : Propriétaire ou personne dûment autorisée par le propriétaire qui recevra l'aide financière

CBCS : Chapitre VIII - Bâtiment du Code de sécurité du Québec

CBCC : Chapitre I - Bâtiment du Code de construction

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

Propriétaire : Propriétaire d'une RPA

RBQ : Régie du bâtiment du Québec

RPA : Résidence privée pour aînés

SCT : Secrétariat du Conseil du trésor

Vérificateur externe : Professionnels tels qu'un architecte, un ingénieur ou un comptable

| | |
|-----------------|--|
| | |
| <p>1</p> | <p>Programme d'aide financière pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes et certifiées</p> |
| <p>2</p> | <p>Critères du programme</p> <p><i>Mise en contexte</i></p> <p>À la suite de l'incendie à la Résidence du Havre à L'Isle-Verte survenue le 23 janvier 2014, un comité interministériel a été formé sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP), en vue de faire des recommandations afin d'améliorer la sécurité incendie dans les résidences privées pour aînés (RPA) dont l'installation d'un système de gicleurs dans les nouvelles RPA et les RPA existantes certifiées par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). L'obligation d'installer des systèmes de gicleurs dans les nouvelles constructions ou lors d'une transformation d'une RPA est entrée en vigueur le 13 juin 2015. Ce décret modifiant le chapitre I - Bâtiment du Code de construction du Québec (CBCC) porte le numéro 347-2015.</p> <p>Pour les RPA existantes, des exigences additionnelles sont apportées au chapitre VIII - Bâtiment du Code de sécurité (CBCS) en obligeant l'installation d'un système de gicleurs afin d'offrir un niveau de sécurité adéquat. Le règlement comprenant ces exigences concrétise une volonté gouvernementale exprimée par les ministères et les organismes concernés par la sécurité des aînés. Il fait suite également aux recommandations du rapport d'enquête publique signé par le commissaire aux incendies du Bureau du coroner déposé le 12 février 2015. De plus, dans le plan économique déposé par le ministre des Finances en mars 2015 dans le cadre du budget 2015-2016, le gouvernement du Québec annonçait un nouveau programme d'aide pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés (p. B220).</p> <p><i>Implications financières pour les propriétaires de résidences privées pour aînés</i></p> <p>L'installation obligatoire d'un système de gicleurs dans les RPA existantes et certifiées par le MSSS entraînera d'importants investissements de la part des propriétaires des résidences concernées. Les coûts de ces investissements sont évalués à 252,5 millions de dollars.</p> <p>Les coûts des travaux d'installation d'un système de gicleurs dans les RPA existantes dépasseront ceux engagés pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences nouvellement construites, puisque cette installation requiert des interventions de démolition, de reconstruction ou de réparation de murs et de plafonds pour permettre le passage de la tuyauterie.</p> <p>Or, pour un bon nombre de propriétaires de résidences, les coûts d'installation d'un système de gicleurs pourront difficilement être transférés à leur clientèle, compte tenu du fait qu'une part importante de celle-ci dispose d'un faible revenu.</p> <p><i>Qui est visé par le programme?</i></p> <p>Afin de faciliter la réalisation de ces investissements, le budget 2015-2016 prévoit la mise en place d'un programme d'aide financière visant à soutenir les propriétaires de RPA existantes à entreprendre les travaux d'installation des équipements requis pour se conformer à la nouvelle réglementation.</p> <p>Sur les quelque 1 937 RPA certifiées au Québec en date de juillet 2014, environ le tiers (631 résidences) sont munies d'un système de gicleurs, alors que quelque 1 306 RPA existantes pourraient avoir à entreprendre des travaux d'installation de système de gicleurs pour se conformer aux nouvelles normes gouvernementales.</p> <p>Plus de 70 % de ces résidences sont de petite taille, logeant 30 résidents ou moins. Celles logeant de 31 à 99 résidents sont moins nombreuses, mais logent davantage de résidents que les précédentes, alors que les plus grandes résidences (logeant 100 résidents ou plus) comptent pour moins de 10 % des établissements, mais logent plus de la moitié (57 %) des résidents.</p> |

Portrait des résidences privées pour aînés devant entreprendre des travaux d'installation d'un système de gicleurs automatiques⁽¹⁾

| | Nombre de RPA | Nombre de résidents | Nombre d'unités d'habitation | Estimation des coûts des travaux (en M\$) |
|-----------------------|---------------|---------------------|------------------------------|---|
| 30 résidents ou moins | 950 | 12 007 | 11 306 | 94 |
| 31 à 99 résidents | 231 | 12 474 | 11 041 | 62 |
| 100 résidents ou plus | 125 | 32 362 | 22 773 | 96 |
| TOTAL | 1 306 | 56 843 | 45 120 | 253 |

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Soit les RPA sans système de gicleurs automatiques ou qui sont munies d'une installation partielle.

Sources : Régie du bâtiment du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et ministère des Finances du Québec.

Cadre légal et réglementaire

La réglementation obligeant l'installation d'un système de gicleurs dans les RPA nouvellement construites ou transformées est entrée en vigueur le 13 juin 2015 avec la parution du décret 347-2015 modifiant le chapitre I – Bâtiment du Code de construction du Québec.

Le ministère du Travail a soumis à l'approbation du gouvernement un règlement modifiant le chapitre VIII - Bâtiment du Code de sécurité rendant obligatoire l'installation d'un système de gicleurs dans les RPA existantes. Ce règlement est entré en vigueur le 2 décembre 2015 et les RPA existantes auront un délai de 5 ans pour s'y conformer.

3 Objectifs du programme

Le programme vise à aider les propriétaires de RPA concernés à défrayer une partie des coûts d'installation de l'équipement requis afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Rehausser le niveau de sécurité pour la clientèle habitant dans les RPA;
- Contribuer à limiter les hausses de loyer susceptibles de survenir à la suite de la réalisation des travaux de mise à niveau des résidences.

4 Volet du programme

Le programme d'aide financière ne comporte qu'un seul volet, soit l'installation d'un système de gicleurs dans les RPA.

Une exception est possible pour les RPA de type unifamilial qui comportent au plus 2 étages en hauteur de bâtiment et où résident au plus 9 personnes. Ces dernières peuvent remplacer l'installation de gicleurs par l'installation d'un escalier et d'une porte de sortie extérieure à chaque étage, accessibles aux personnes hébergées.

5 Admissibilité

Résidences admissibles

Les résidences admissibles sont constituées des résidences existantes qui sont certifiées par le MSSS à titre de RPA (ou possédant l'attestation temporaire) et qui ne sont pas munies d'un système de gicleurs ou qui n'en sont munies que partiellement ou que le système de gicleurs n'est pas conforme à la réglementation en vigueur énoncée à la section 2.

Ne seront pas admissibles au programme de financement les RPA suivantes :

- Les nouvelles constructions ou transformations de bâtiments réalisées en conformité avec le CBCC 2010 du Québec;
- Une habitation de type unifamilial destinée à des personnes âgées (une maison unifamiliale, d'au plus 2 étages, où une personne physique qui y réside exploite une RPA, et où résident au plus 9 personnes) dont chaque étage auquel ont accès les personnes hébergées est desservi par une porte de sortie extérieure;
- Les bâtiments d'un étage en hauteur de bâtiment destinés uniquement à des personnes âgées, dont l'aire de bâtiment est d'au plus 600 m², constitués d'au plus 8 logements et où au plus 16 personnes y résident.

Les dispositions réglementaires du projet de règlement modifiant le Code de sécurité impliquent que pour une RPA de type unifamilial comportant au plus 2 étages en hauteur de bâtiment et où résident au plus 9 personnes, l'installation de gicleurs peut être remplacée par l'installation d'un escalier et d'une porte de sortie extérieure à chaque étage, accessibles aux personnes hébergées.

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les coûts directs, les frais incidents et les autres coûts engagés et payés uniquement et spécifiquement par le bénéficiaire de l'aide financière et facturés à ce dernier en vertu d'un contrat pour des biens et des services nécessaires à la réalisation du projet admissible.

Coûts directs

Les coûts directs d'immobilisations définis et déterminés selon les principes comptables généralement reconnus relativement au projet admissible, notamment :

- Les dépenses d'immobilisation engagées lors de la réalisation des travaux de conception, de construction et d'installation des systèmes de gicleurs et, pour certains types de RPA admissibles à une exemption, les frais de conception, de construction et d'installation d'un escalier et d'une porte de sortie extérieure;
- Ces dépenses comprennent les systèmes de gicleurs, les travaux à la structure, l'électricité et la plomberie, les travaux de démolition et de réparation des plafonds et des murs pour permettre le passage de la tuyauterie, de même que les coûts d'installation de pompes, de génératrices et de réservoirs lorsqu'il n'y a pas de réseau d'aqueduc ou lorsque le débit de ce dernier s'avère insuffisant pour permettre un fonctionnement adéquat des gicleurs;
- Le programme d'aide financière permet de financer l'ajout d'un escalier et d'une porte de sortie extérieure. Ces coûts incluent l'escalier, la porte de sortie extérieure et les autres travaux d'aménagement requis à l'étage et dans la cour extérieure;
 - Toutefois, l'aide financière ne pourra être supérieure à celle qui aurait été accordée pour l'installation d'un système de gicleurs complet et fonctionnel, incluant l'installation « des gicleurs », « du relai au système d'aqueduc municipal » et « d'un système d'alimentation en eau en l'absence du système d'aqueduc municipal ». Le montant maximal de l'aide financière qui aurait été accordée pour l'option gicleurs devra être évalué par les professionnels au dossier (architectes et ingénieurs). Dans l'éventualité que la plus basse des soumissions pour l'ajout d'un escalier, d'une porte de sortie extérieure et les travaux d'aménagement requis à l'étage et dans la cour extérieure soit inférieure à l'estimation des professionnels (architectes et ingénieurs), c'est ce montant qui sera considéré pour calculer l'aide financière;
- Les intérêts sur un emprunt contracté auprès d'une institution financière pour réaliser les travaux requis;
- Les taxes nettes afférentes aux coûts directs admissibles.

Frais incidents

- Les honoraires versés à des professionnels reconnus pour la conception et l'ingénierie et à du personnel technique ou encore à des consultants retenus pour la surveillance ou la gestion d'un projet;
- Les honoraires liés à la conception et à la préparation des plans et devis sont admissibles, s'ils sont engagés dans les 18 mois précédant la date de réception de la demande d'aide financière;
- Les frais associés au déplacement (déménagement ou transfert temporaire) des résidents durant la période des travaux;
- Les coûts particuliers reliés au caractère patrimonial d'un bâtiment;
- Les taxes nettes afférentes aux frais incidents admissibles.

Les frais d'incidents admissibles ne devront pas excéder 40 % des coûts directs admissibles.

Autres coûts

- Les coûts liés à l'obtention d'autorisations municipales ou gouvernementales (par exemple le permis municipal exigé pour réaliser des travaux);
- Les coûts liés aux études d'évaluation des impacts sur l'environnement, s'il y a lieu;
- Les taxes nettes afférentes aux autres coûts admissibles.

Coûts non admissibles

- Les coûts directs engagés avant l'autorisation finale du projet par le MSSS (à l'exception des frais de conception préliminaires);
- Les frais incidents et autres coûts engagés avant l'autorisation finale à l'exception des coûts liés à l'étude de faisabilité, à l'obtention d'autorisations municipales ou gouvernementales et aux études d'évaluation des impacts sur l'environnement. L'aide financière sera versée à la condition que le bénéficiaire obtienne l'autorisation finale du projet par le MSSS et qu'il réalise ce dernier;

- La partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services ainsi que les autres coûts pour lesquels le bénéficiaire (ou une tierce partie) a droit à un remboursement;
- Les engagements ou contributions en nature (par exemple le bénévolat);
- Le coût des services ou travaux normalement exécutés par un bénéficiaire ou tout autre mandataire du bénéficiaire (par exemple l'entretien, la régie interne);
- Les salaires et autres formes de rémunération de tout employé permanent d'un bénéficiaire, notamment ceux liés à la planification, à l'ingénierie, à l'architecture, à la supervision, à la gestion et à d'autres services fournis;
- Tous les frais d'entretien, d'exploitation ou d'administration directs ou incidents;
- Les frais juridiques;
- La rémunération versée à un lobbyiste;
- Les frais et les honoraires liés à l'obtention d'un financement temporaire et permanent, notamment les frais d'analyse et d'étude de dossier;
- Les frais reliés à un appel d'offres public, si nécessaire;
- Les dépassements de coûts;
- Tout autre coût n'étant pas mentionné comme admissible.

Montant maximum admissible à la subvention

1^{re} portion

Installation des gicleurs (subvention modulée en fonction de la taille des RPA)

- Un montant aux fins de calcul est fixé à 3 300 \$ par unité d'habitation (chambres ou appartements). Pour déterminer la subvention maximale, ce montant est ensuite multiplié par 60 % pour les RPA de 30 unités d'habitation et moins, par 40 % pour les RPA de 31 à 99 unités d'habitation et par 20 % pour les RPA de 100 unités d'habitation et plus.

2^e portion

Installation du relai au système d'aqueduc municipal (montant fixe par bâtiment, et ce, peu importe sa taille)

- Un montant maximal de 25 000 \$ est accordé par RPA.

Note : Le relai au système d'aqueduc municipal comprend l'excavation pour l'entrée d'eau, le matériel d'aqueduc depuis la conduite principale, l'ingénierie pour percement et fondation, le matériel d'entrée d'eau, l'ingénierie des plans et des calculs hydrauliques et la gestion de projet.

3^e portion

Installation d'un système d'alimentation en eau en l'absence du système d'aqueduc municipal (montant fixe par bâtiment, et ce, peu importe sa taille)

- Un montant maximal de 125 000 \$ pour l'installation d'un système d'alimentation en eau.

Solution alternative à l'installation d'un système de gicleurs (portions 1 à 3)

Pour une RPA qui comporte au plus 2 étages en hauteur de bâtiment et où résident au plus 9 personnes, les professionnels pourraient recommander d'installer un escalier et une porte de sortie extérieure en lieu et place d'un système de gicleurs. Le cas échéant, un estimé des coûts des travaux devra être réalisé par les professionnels et devra être soumis par la RPA pour approbation. Toutefois, le montant maximal de la subvention devra être inférieur ou égal au montant de la subvention qui aurait été octroyée dans le cas de l'installation d'un système de gicleurs (portions 1 à 3).

Exemple #1 d'octroi de l'aide financière

Description du bâtiment

Bâtiment de 2 étages comportant 20 chambres, aucune installation existante d'un système de gicleurs et une conduite d'eau domestique de dimension insuffisante.

| | Installation des gicleurs | Installation du relai au système d'aqueduc municipal | Installation d'un système d'alimentation en eau en l'absence du système d'aqueduc municipal | Total |
|---|--|--|---|-----------|
| Coût des travaux | 67 000 \$ | 30 000 \$ | 0 \$ | 97 000 \$ |
| Calcul de l'aide financière selon les montants maximums admissibles | 20 chambres x 3 300 \$/chambres x 60 % = 39 600 \$ | 25 000 \$ | 0 \$ | 64 600 \$ |

Le montant octroyé sera de 64 600 \$. Toutefois, si le coût des travaux avait été de 50 000 \$ pour la portion « installation des gicleurs » au lieu de 67 000 \$, la subvention pour cette composante aurait été de 30 000 \$ (50 000 \$ X 60 %) au lieu de 39 600 \$.

Exemple #2 d'octroi de l'aide financière

Description du bâtiment

Bâtiment de 3 étages comportant 60 logements, aucune installation existante d'un système de gicleurs et une conduite d'eau domestique de bonne dimension.

| | Installation des gicleurs | Installation du relai au système d'aqueduc municipal | Installation d'un système d'alimentation en eau en l'absence du système d'aqueduc municipal | Total |
|---|---|--|---|------------|
| Coût des travaux | 200 000 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 200 000 \$ |
| Calcul de l'aide financière selon les montants maximums admissibles | 60 logements x 3 300 \$/logement x 40 % = 79 200 \$ | 0 \$ | 0 \$ | 79 200 \$ |

Le montant octroyé sera de 79 200 \$

Exemple #3 d'octroi de l'aide financière

Description du bâtiment

Bâtiment de 3 étages comportant 20 logements, aucune installation existante d'un système de gicleurs et absence d'aqueduc municipal.

| | Installation des gicleurs | Installation du relai au système d'aqueduc municipal | Installation d'un système d'alimentation en eau en l'absence du système d'aqueduc municipal | Total |
|---|---|--|---|------------|
| Coût des travaux | 67 000 \$ | 30 000 \$ | 150 000 \$ | 247 000 \$ |
| Calcul de l'aide financière selon les montants maximums admissibles | 20 logements x 3 300 \$/logement x 60 % = 39 600 \$ | 25 000 \$ | 125 000 \$ | 189 600 \$ |

Le montant octroyé sera de 189 600 \$

Critères à respecter par le bénéficiaire pour continuer d'être admissible

Dans les 5 ans suivant la fin des travaux, si le bénéficiaire de la contribution gouvernementale cesse ses activités comme RPA ou s'il dispose, en tout ou en partie, de ladite installation par vente, bail, don ou autrement, le gouvernement du Québec conserve le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel de cette contribution.

De plus, dans le cas d'une faillite de la RPA dans les 5 ans suivant la fin des travaux, le versement de la subvention cesserait et le montant obtenu pour la réalisation des travaux devrait être remboursé au gouvernement à titre de créancier.

6 Critères de sélection

Critères de sélection pour prioriser les demandes

Au cours des 2 premières années, la priorité sera accordée aux projets jugés les plus urgents dans le plan de priorisation des RPA.

Parmi les critères qui seront utilisés :

- Le type de construction;
- Le nombre d'étages;
- La catégorie de RPA (autonome ou semi-autonome);

- RPA qui n'est pas munie d'un système de gicleurs comparativement à celles munies partiellement d'un système de gicleurs;
- Proximité des services d'intervention en cas d'incendie.

Mécanismes de sélection des demandes

Comme il s'agit d'une obligation réglementaire, toutes les résidences qui répondent aux critères d'admissibilité pourront être retenues pour le financement de leurs travaux d'installation d'un système de gicleurs ou d'escaliers et de portes de sorties extérieures.

Le MSSS priorisera les projets retenus en fonction du budget disponible à chacune des 5 années et selon les critères qui seront prévus à son plan de priorisation des RPA.

La création d'une liste d'attente par le MSSS permettra aux RPA de devancer leurs travaux en fonction des budgets disponibles en fin d'année financière.

Remarque : le plan de priorisation des RPA indiquant les RPA jugées les plus à risque et prioritaires sera disponible ultérieurement.

Documents requis pour la demande d'autorisation finale du projet par le MSSS

Certains documents seront requis par le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches avant que ce dernier n'accorde son autorisation finale au projet des travaux d'installation de l'équipement requis et du versement de l'aide financière prévue à cet égard, notamment :

- Les plans et devis définitifs;
- L'estimation finale des coûts;
- L'échéancier de réalisation des travaux;
- La confirmation de l'entente de financement auprès d'une institution financière, le cas échéant.

Remarque : la documentation requise sera disponible ultérieurement.

7 Aide financière et versements

Critères servant à l'établissement des montants

Le programme accordera une subvention aux propriétaires des RPA, en vue de les aider à rembourser leurs dépenses admissibles quant aux travaux d'installation de l'équipement requis.

Le versement de l'aide s'étalera sur une période de 5 ans et s'appliquera à la fois au remboursement du capital et des intérêts des emprunts contractés.

Le niveau d'aide consenti variera selon la taille des résidences, déterminée en fonction du nombre d'unités d'habitation dans la résidence.

Le nombre d'unités d'habitation pour chacune des RPA sera déterminé lors de l'entrée en vigueur du règlement le 2 décembre 2015, selon l'information contenue dans le Registre des RPA du MSSS.

Règles de cumul

Les travaux reconnus admissibles à une aide financière peuvent faire l'objet d'une aide provenant d'un autre ministère, d'une municipalité, d'une agence, d'une société d'État ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou encore du gouvernement fédéral.

Dans tous les cas, le cumul de l'aide gouvernementale et de tout autre organisme public ne pourra excéder 100 % des coûts reconnus comme étant admissibles.

À titre d'exemple, la Ville de Montréal a mis en place un programme de subventions pour l'installation d'un système de gicleurs pour les propriétaires de RPA situées sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal.

Plusieurs municipalités disposent également de programmes de revitalisation permettant l'admissibilité de travaux, dont l'installation d'un système de gicleurs.

Note : ces travaux ne sont cependant pas admissibles à la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ 2014-2018).

Modalités de versement et pièces justificatives exigées

L'aide prévue dans le cadre du programme sera versée aux propriétaires de RPA dont le projet aura été autorisé préalablement, sur présentation des pièces justificatives requises :

- Attestation par un ingénieur confirmant que les travaux ont été exécutés selon les normes en vigueur (voir section 8 – Modalités de reddition de compte - *Conformité des travaux d'installation des systèmes de gicleurs*); (Remarque : la documentation requise pour réclamer l'aide financière sera disponible ultérieurement.);
- Données concernant la valeur des travaux réalisés;

- Copie des factures au nom du bénéficiaire;
- Preuves de paiements.

Les versements de l'aide se feront sur une période de 5 ans à raison de 2 versements par année.

Le versement de l'aide sera autorisé à condition que les taxes provinciales soient entièrement payées par le propriétaire de la RPA.

8 Reddition de comptes

Modalités de contrôle

Vérification du projet

Les projets réalisés dans le cadre du programme pourraient faire l'objet d'une vérification de la part du MSSS. Chaque bénéficiaire d'une aide financière doit tenir des comptes et des registres appropriés et précis à l'égard de chaque projet réalisé en vertu du programme. Le MSSS doit avoir accès à ces comptes et à ces registres dans un délai raisonnable, après avoir envoyé au bénéficiaire un avis écrit en ce sens.

Les comptes et les registres relatifs à la réalisation d'un projet dans le cadre du programme doivent être conservés pendant une période d'au moins 10 ans après la fin des travaux, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes.

Modalités de reddition de compte

La reddition de comptes est produite suivant la périodicité établie par le MSSS, selon la nature et la durée du projet.

Cette reddition de comptes comprend obligatoirement :

- Un rapport d'utilisation de l'aide financière vérifiée par un vérificateur externe permettant de s'assurer que les sommes accordées ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- Un bilan des travaux réalisés comprenant le détail des sommes affectées au projet, la description des résultats et leur évaluation au regard des objectifs déterminés au départ;
- Une copie des comptes rendus des réunions de chantier jusqu'à la réception du certificat de fin des travaux;
- Tout autre renseignement ou tout autre document requis par le MSSS.

Le MSSS se réserve le droit de visiter les lieux en tout temps.

Conformité des travaux d'installation des systèmes de gicleurs

Les travaux devront être examinés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, afin d'établir leur conformité aux normes établies par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ).

Pour permettre un suivi dans le temps de l'état d'installation du système de gicleurs et de l'entretien, les propriétaires concernés de RPA auront à consigner dans un registre, disponible sur les lieux aux fins de consultation par les autorités compétentes (RBQ ou MSSS), un rapport contenant les renseignements confirmant l'installation et l'entretien périodique du système de gicleurs selon les normes prévues.

Ces renseignements incluront notamment :

- Les coordonnées de l'ingénieur ayant certifié les travaux;
- Une description du mandat et de la norme de sécurité incendie applicable;
- Les plans du système de gicleurs installé dûment signés et scellés par un ingénieur;
- La date du début des travaux;
- Les essais, les inspections ou les opérations liées à l'entretien du système de gicleurs requis consignés dans un registre;
- Les rapports d'évaluation du fonctionnement du système de gicleurs faisant suite à la mise à l'essai;
- L'attestation de conformité délivrée au propriétaire à la fin des travaux, par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, certifiant que le système de gicleurs a été conçu, construit, installé et mis à l'essai conformément aux normes en vigueur et aux plans dûment signés et scellés du système de gicleurs installé.

Cette attestation de conformité sera requise pour le versement de l'aide financière. Remarque : la documentation requise sera disponible ultérieurement.

9 Droits et obligations

Droits, rôles et responsabilités communs à tous les bénéficiaires et du MSSS

Afin de bénéficier de l'aide financière, le bénéficiaire doit signer une convention d'aide financière avec le CISSS de Chaudière-Appalaches. Cette convention détermine, notamment, les travaux admissibles et les modalités de versement de l'aide concernant le projet. Remarque : la documentation requise sera disponible ultérieurement.

Le bénéficiaire doit également :

- Assurer la sécurité et la continuité des services inscrits au bail des résidents pendant la durée des travaux. Pour ce faire, l'exploitant doit préparer un plan de déménagement temporaire des résidents concernés et le transmettre à la personne responsable de la certification de l'établissement;
- Utiliser et affecter le montant de l'aide financière exclusivement au paiement des dépenses admissibles directement liées au projet autorisé et identifiées à la convention d'aide financière;
- Obtenir l'autorisation du MSSS pour toute modification à apporter au projet autorisé. Le MSSS jugera de la pertinence des modifications et du maintien ou non de l'aide financière selon les modalités déjà inscrites dans la lettre d'autorisation du projet;
- Retenir les services de spécialistes reconnus et accrédités pour l'exécution du projet autorisé. Les entrepreneurs retenus doivent notamment détenir leur licence de la RBQ;
- Énumérer dans sa demande d'aide financière et lors de la production de sa réclamation toutes les sources et tous les montants d'aide financière obtenus ou faisant l'objet d'une demande auprès d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, y compris les sociétés d'État, et signer une déclaration à cet effet. Remarque : la documentation requise sera disponible ultérieurement.

Appel d'offres public pour l'adjudication du contrat

Les RPA, étant des organismes à but non lucratif ou des organismes à but lucratif, ne sont pas tenus aux obligations des organismes publics pour l'adjudication du contrat. Cependant, afin d'être admissible à l'aide financière, le bénéficiaire doit procéder par appel sur invitations de 3 soumissionnaires en se basant sur les mêmes plans et devis, peu importe la valeur du coût des travaux.

Les soumissionnaires doivent détenir une licence de la RBQ.

10 Reconduction ou cessation

Dates d'entrée en vigueur et de fin du programme

Le programme sera d'une durée de 5 ans afin d'assurer une réalisation ordonnée des travaux et de s'arrimer avec les délais prévus afin de se conformer à la réglementation.

Date d'entrée en vigueur du programme : Le 2 décembre 2015.

Date de fin des travaux admissibles : 5 ans après la date d'entrée en vigueur du programme.

Date de fin du programme : 5 ans après la date de fin des travaux admissibles.